

CONCLUSION

En conclusion, les analyses portant sur les perspectives de reconstruction et d'intégration de la République Démocratique du Congo et des régions transfrontalières démontrent la pertinence et la nécessité d'une approche régionale. Les cinq chapitres consacrés aux regroupements institutionnels, à l'environnement, à la population, à l'économie et à la structuration de l'espace convergent tous pour souligner qu'aucun problème ne peut être résolu sans prise en compte de cette dimension régionale. A l'ère de la mondialisation, aucun territoire ne fonctionne en vase clos. Les réalités spatiales - et plus précisément socio-spatiales car espace et société ne peuvent être dissociés - doivent être appréhendées dans leur emboîtement d'échelle, du local au régional et au mondial, sans omettre la strate de l'Etat, indispensable à la solidité de l'édifice.

Les perspectives de retour à la paix dans une région affectée par les violences depuis une décennie supposent une **restauration des capacités de l'Etat**, en premier lieu là où elles sont le plus affaiblies, c'est-à-dire en RDC et au Burundi. Aucune solution de la crise congolaise n'est sérieusement envisageable sans une pacification durable des relations entre les pays des Grands Lacs. Or la charge croissante de population dans les territoires exigus de la crête Congo-Nil pèsera de plus en plus fortement sur l'avenir de la région. Le fossé démographique entre les espaces saturés des hautes terres et les espaces vacants ou faiblement peuplés de la cuvette congolaise et des plateaux de Tanzanie représente la véritable fracture géopolitique du centre de l'Afrique. Le découpage politique effectué par les puissances coloniales a tenu en partie compte des configurations des royaumes interlacustres et les a enfermés à l'intérieur de frontières linéaires rigides. La présence de ces frontières compromet les possibilités d'expansion pacifique de type front pionnier : le rejet des "étrangers" par les autochtones du Kivu, au nom de la nationalité, est là pour en témoigner. Aussi, **la recherche de solutions qui permettraient de maîtriser l'explosion démographique afin qu'elle cesse de nourrir la violence constitue-t-elle un impératif absolu pour tenter de relever le défi majeur de la région**. Le nœud gordien de la crise des Grands-Lacs et du Congo s'est noué dans ces espaces. Il ne peut être dénoué sans un règlement engageant la totalité des acteurs régionaux.

Pour qu'une initiative en faveur de la paix dépasse le stade des bonnes intentions, il importe d'analyser la situation avec lucidité et de proposer des axes d'action. **Il est clair qu'il n'y aura pas de retour durable à la paix sans développement**. C'est une condition nécessaire même si elle n'est pas suffisante. Les guerres en Afrique centrale, au-delà des rivalités entre chefs politiques sont des guerres de la misère avec leur cortège d'horreurs devenu le quotidien d'enfants-soldats et de militaires sidaïques. Mais la lutte contre la pauvreté, nouvelle formule, en moins pugnace, du combat pour le développement, implique la mobilisation de toutes les forces productives. Celles-ci existent sans aucun doute, souvent à l'état latent car elles manquent d'occasions de se manifester. Que d'énergies déployées pour la survie qui pourraient trouver à s'appliquer de façon plus productive.

La mobilisation des énergies au service du développement suppose que trois conditions soient remplies :

- **Que les économies cessent d'être sous la domination exclusive des activités primaires d'exportation**, mais prennent en considération l'économie par le bas, celle qui répond aux besoins élémentaires des populations. Tout ce qui touche aux petites activités marchandes,

aux PME, mérite d'être soutenu par les pouvoirs publics, l'aide internationale, l'action des ONG. Il ne s'agit pas pour autant de miser sur l'informel : celui-ci, pour être indispensable dans le contexte actuel, n'est quand même que le signe d'un échec généralisé des économies urbaines. La petite entreprise (celle qui faisait la trame du tissu économique au Congo-Zaïre avant la zaïrianisation) doit retrouver sa place.

- Que les transports remplissent pleinement leur fonction tant dans les relations ville-campagne que dans les liaisons interrégionales et internationales. C'est la priorité en RDC où chaque voyage par route est une épreuve et une aventure à l'issue incertaine. **L'impératif du transport s'impose à toutes les échelles**, celle de la vie quotidienne comme celle de l'Etat qui a besoin de circuler pour exister et ne peut se suffire de communiquer dans un espace virtuel.
- **Que la gouvernance ne soit pas un vain mot.** La mobilisation des forces populaires n'est en effet concevable que dans un climat de confiance. La classe politique trop souvent obnubilée par les jeux de pouvoir et détournée du bien public par les sirènes de l'argent porte une lourde responsabilité dans la crise actuelle. Prôner la bonne gouvernance est peut-être un vœu pieux. C'est en tout cas une des conditions désormais imposées par les bailleurs de fonds internationaux.

La restauration de la paix va de pair avec la substitution de programmes de développement aux économies de guerre. L'une et l'autre gagneront à être mises en œuvre dans un cadre régional. La RDC ne peut recouvrer la paix sans règlement global de la crise des Grands Lacs. Inversement, les pays enclavés, Rwanda, Burundi, Ouganda ont tout intérêt à valoriser leur position d'interface entre Afrique du Centre et de l'Est. Faire du Rwanda la Suisse de l'Afrique centrale n'a été qu'un slogan, mais le retour au pays d'une partie des élites de la diaspora pourrait favoriser le développement d'une économie de service.

Quelles que soient les options économiques, **le développement est le seul antidote à la violence** tandis que la coopération régionale ne peut que favoriser la prévention des conflits. L'étude des dynamiques démographiques, économiques, sociales et culturelles est indispensable à la compréhension des mécanismes qui font de **l'Afrique centrale et de la région des Grands Lacs une entité interactive**. Cela justifie pleinement l'Initiative pour l'Afrique Centrale.

ANNEXE

CARTES*

* Les cartes géographiques qui accompagnent ce rapport ont été conçues originellement en couleur. Pour des raisons d'ordre technique elles sont publiées en blanc et noir. Nous invitons nos lecteurs à contacter les coordinateurs de cette étude dans le cas où ils souhaiteraient une version en couleur (voir page 49).

Figure 1. Organisations régionales en Afrique centrale, orientale et australe

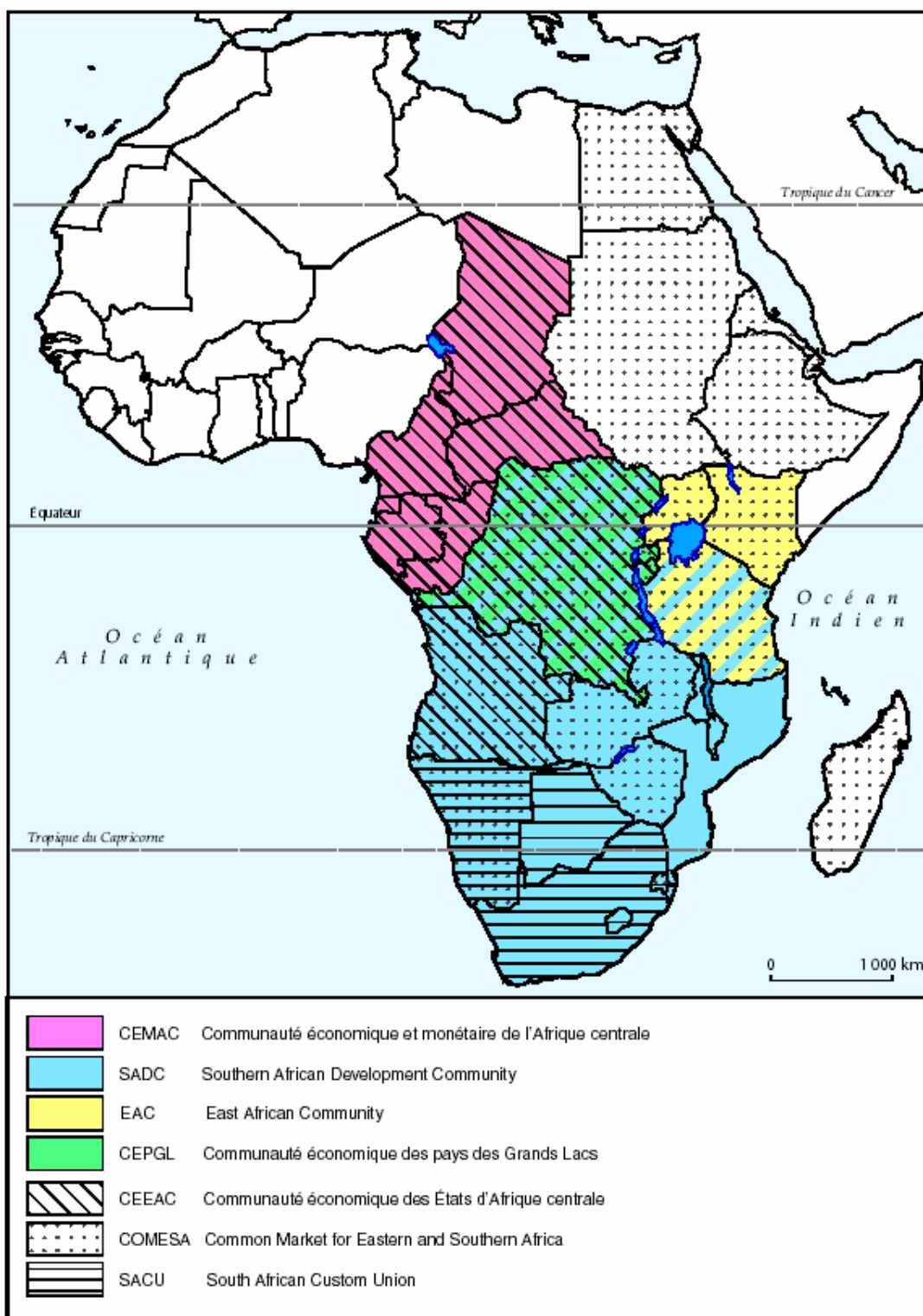


Figure 2. Afrique centrale : Afrique de l'eau

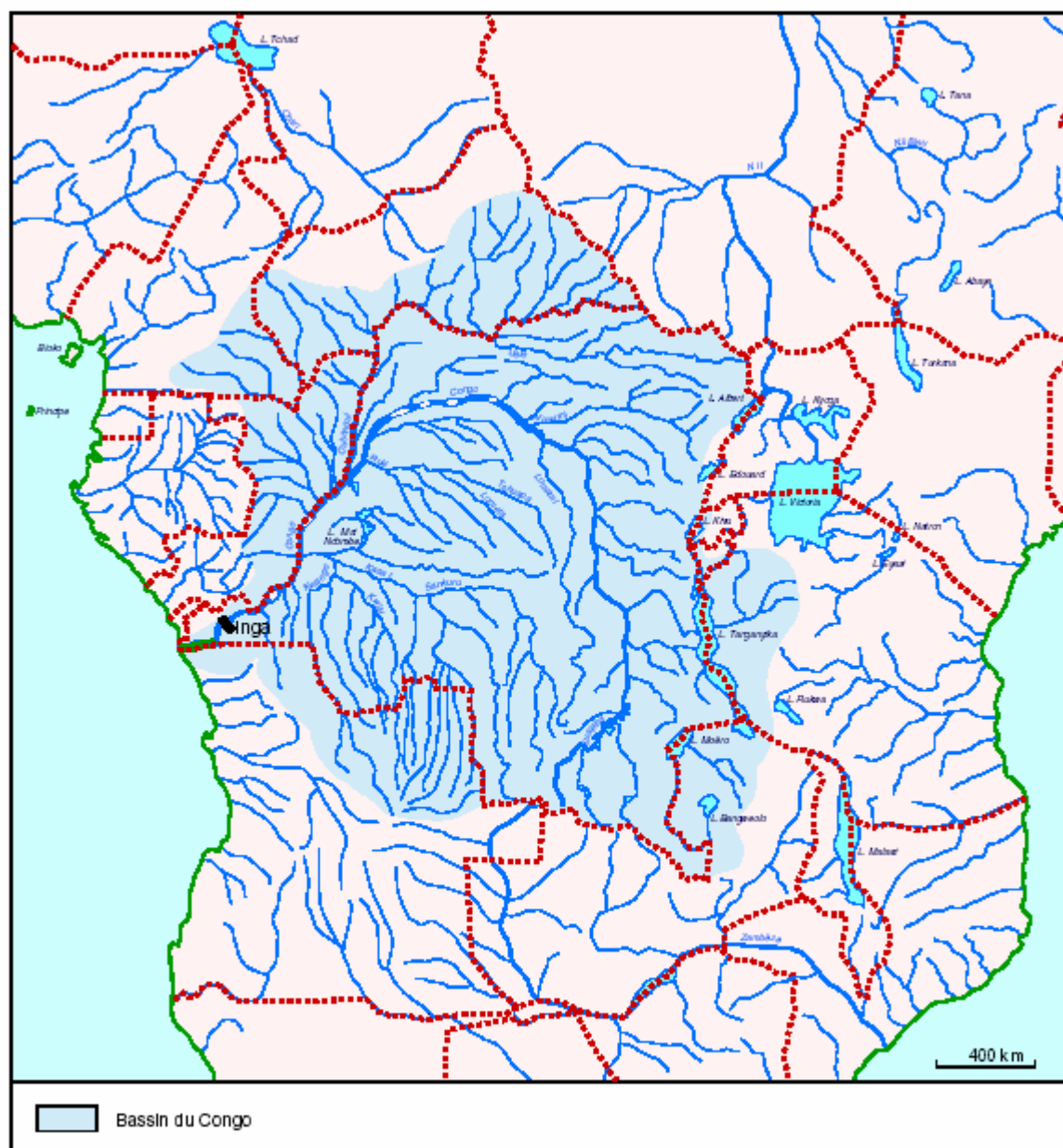


Figure 3. Distribution de la population : espaces vides, espaces pleins

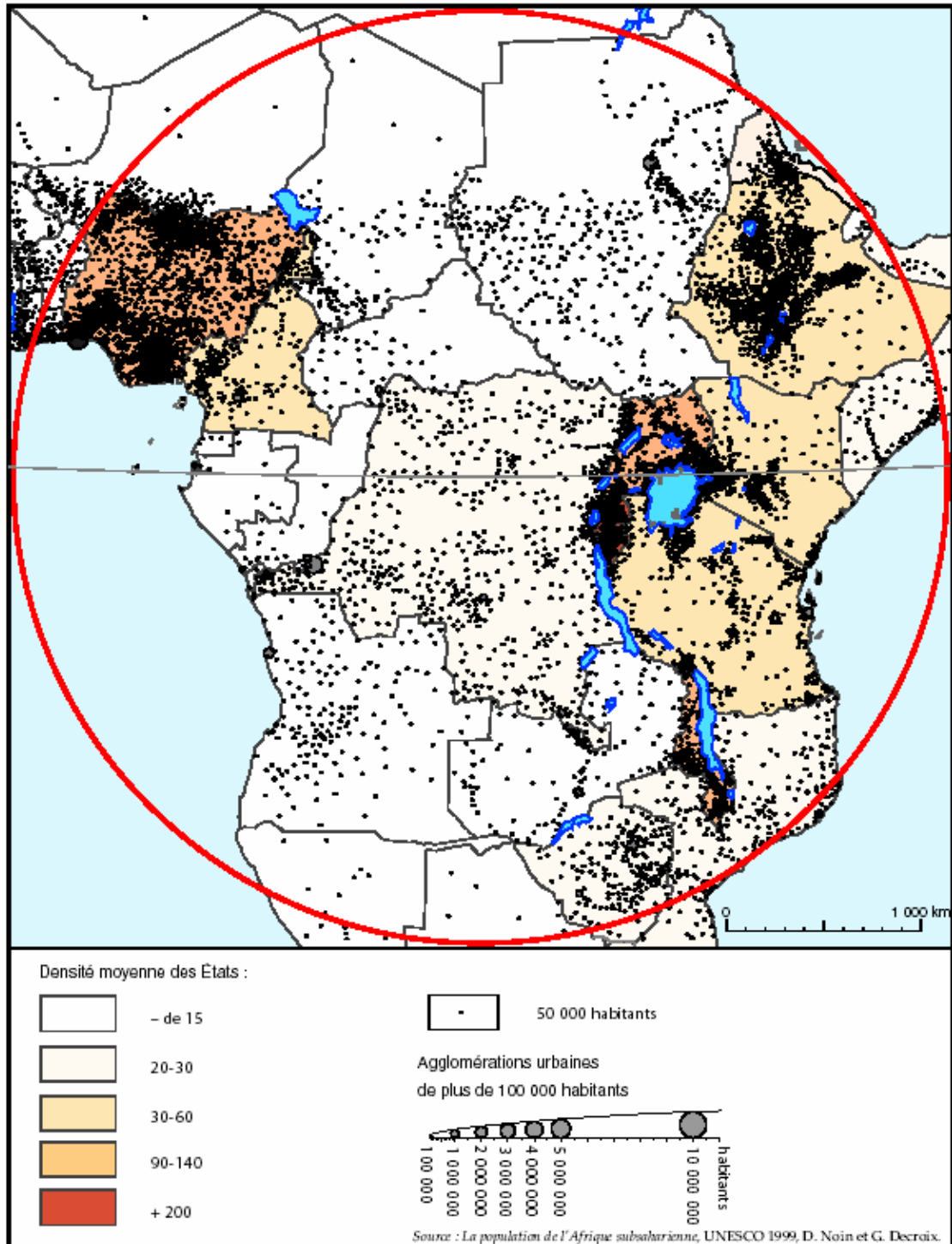


Figure 4. Population de la R.D.C. et des états frontaliers

Evolution 1950-2000

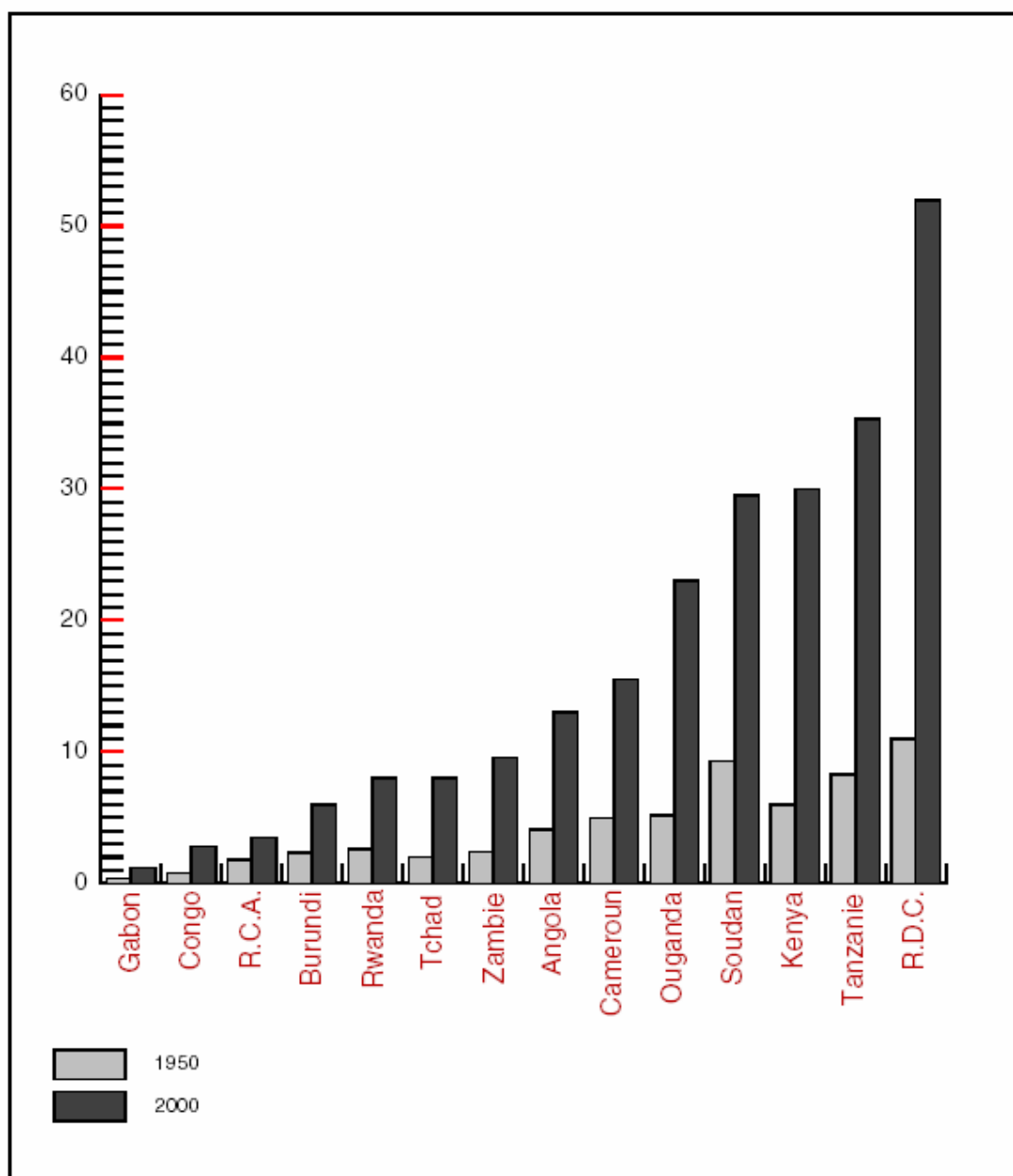


Figure 5. R.D.C : Marqueterie ethnique et ethnies transfrontalières

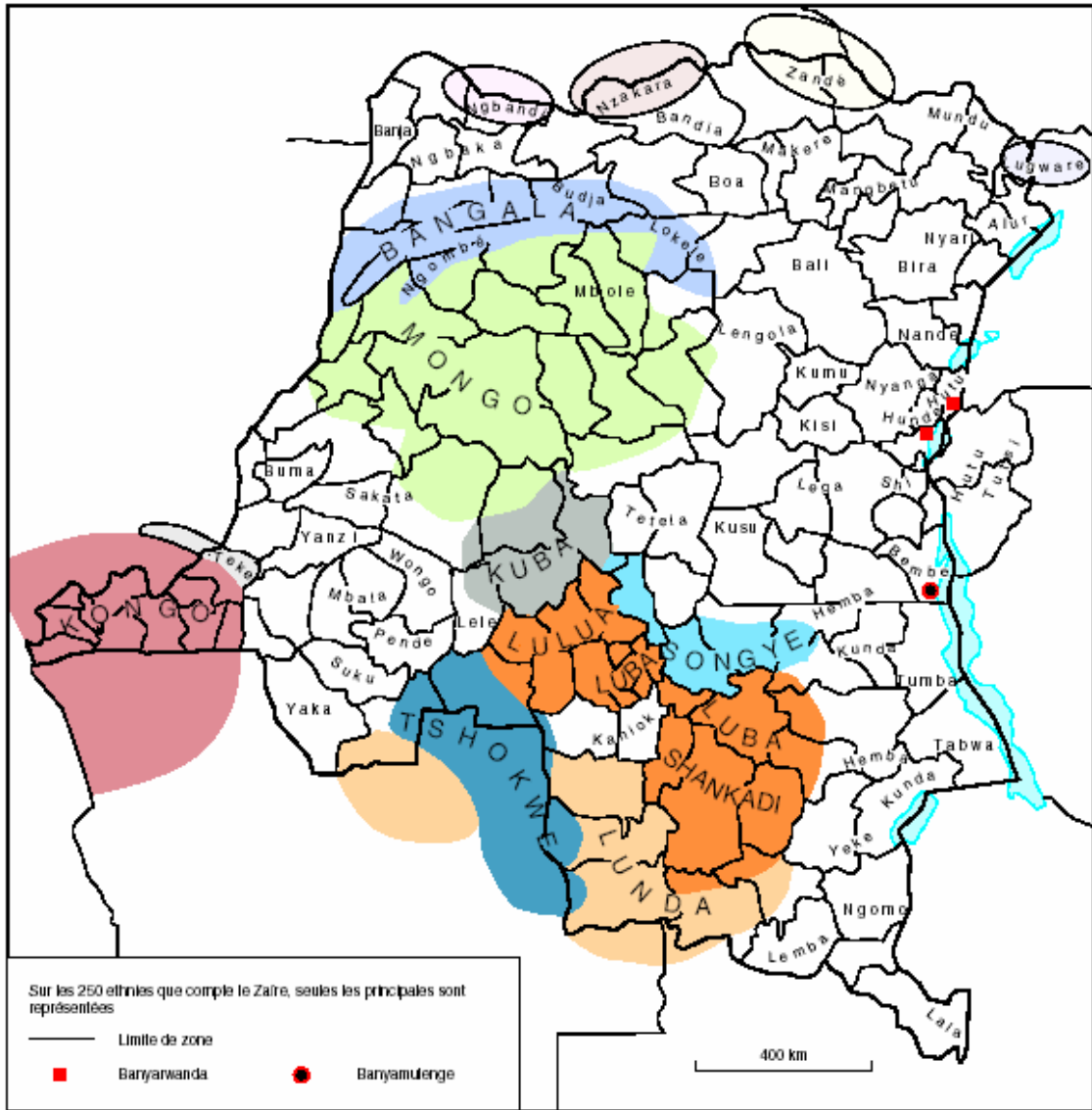


Figure 6. Extension géographique des « langues nationales » de R.D.C.

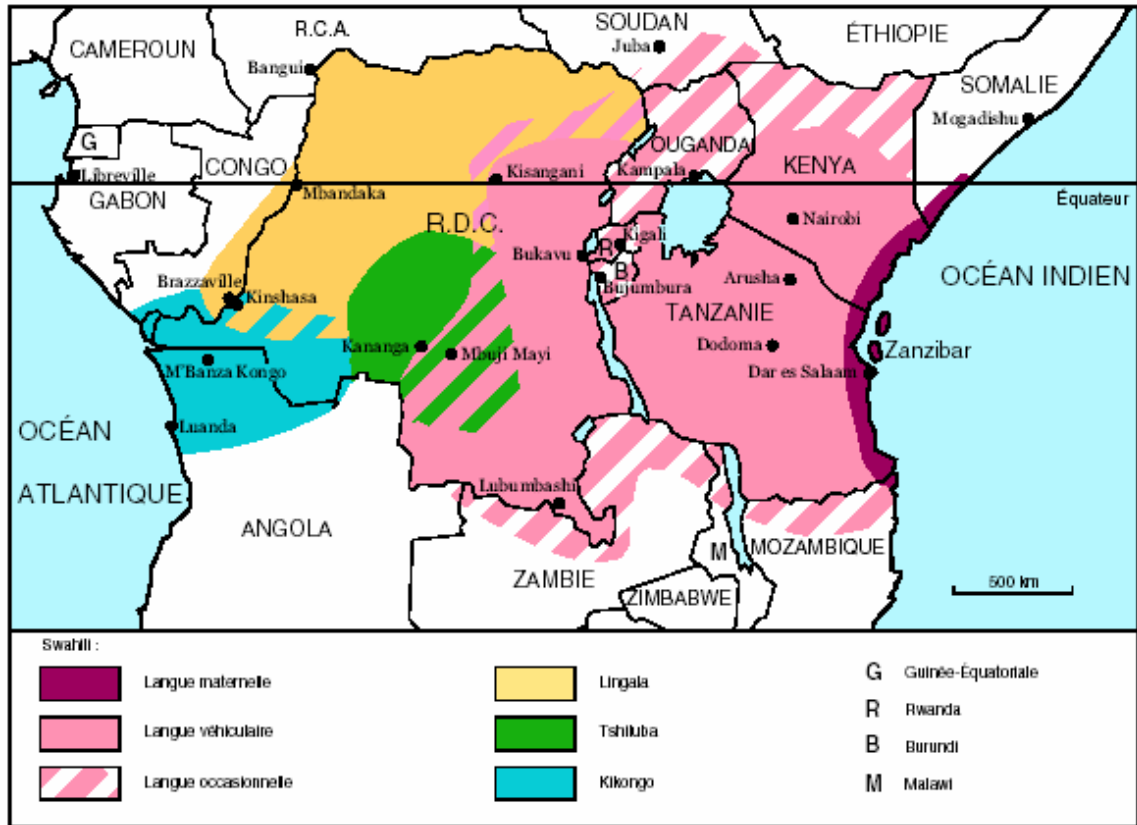


Figure 7. Villes d'Afrique centrale : une ébauche de réseaux

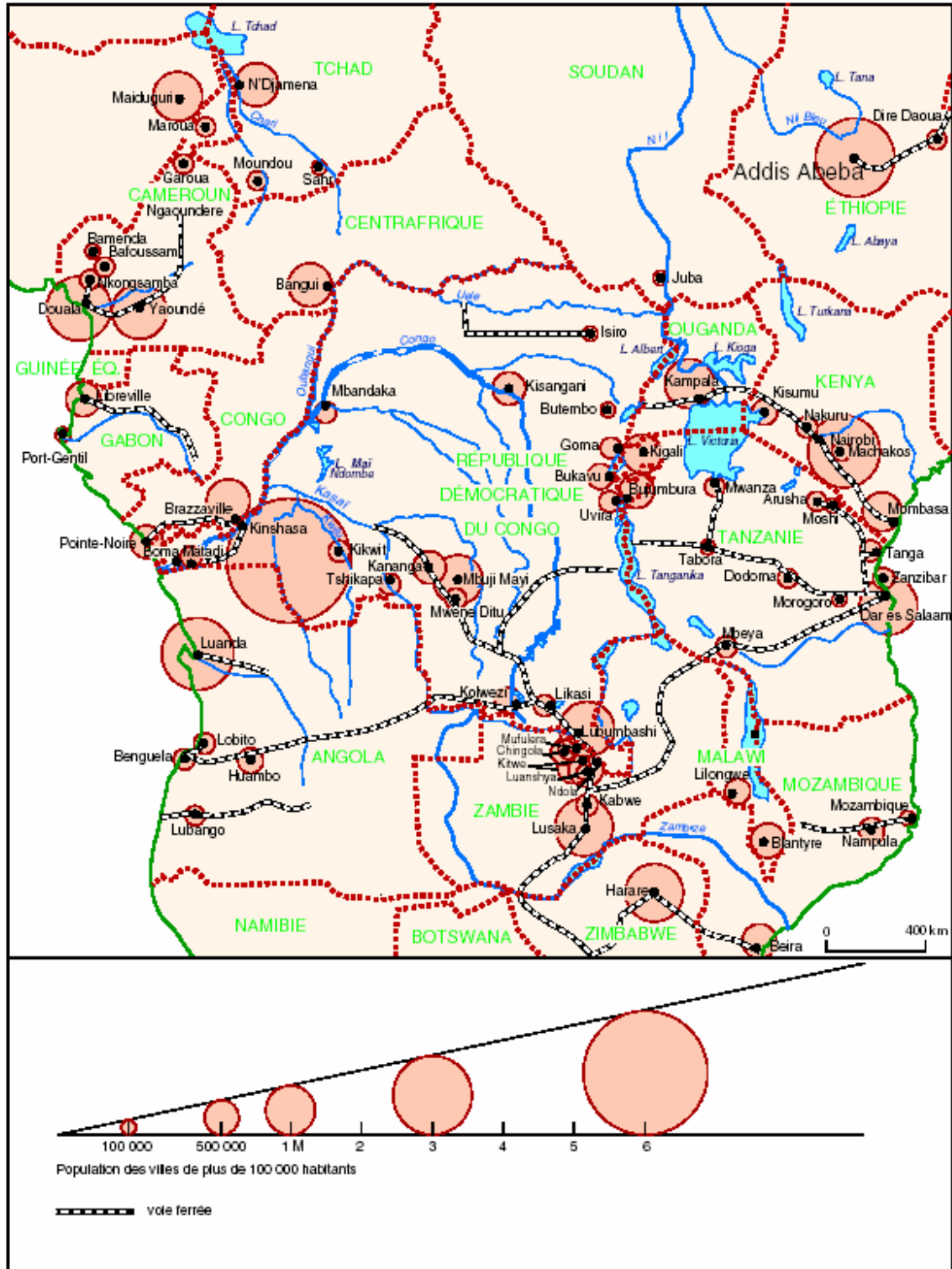


Figure 8. La forêt : exploitation et gestion

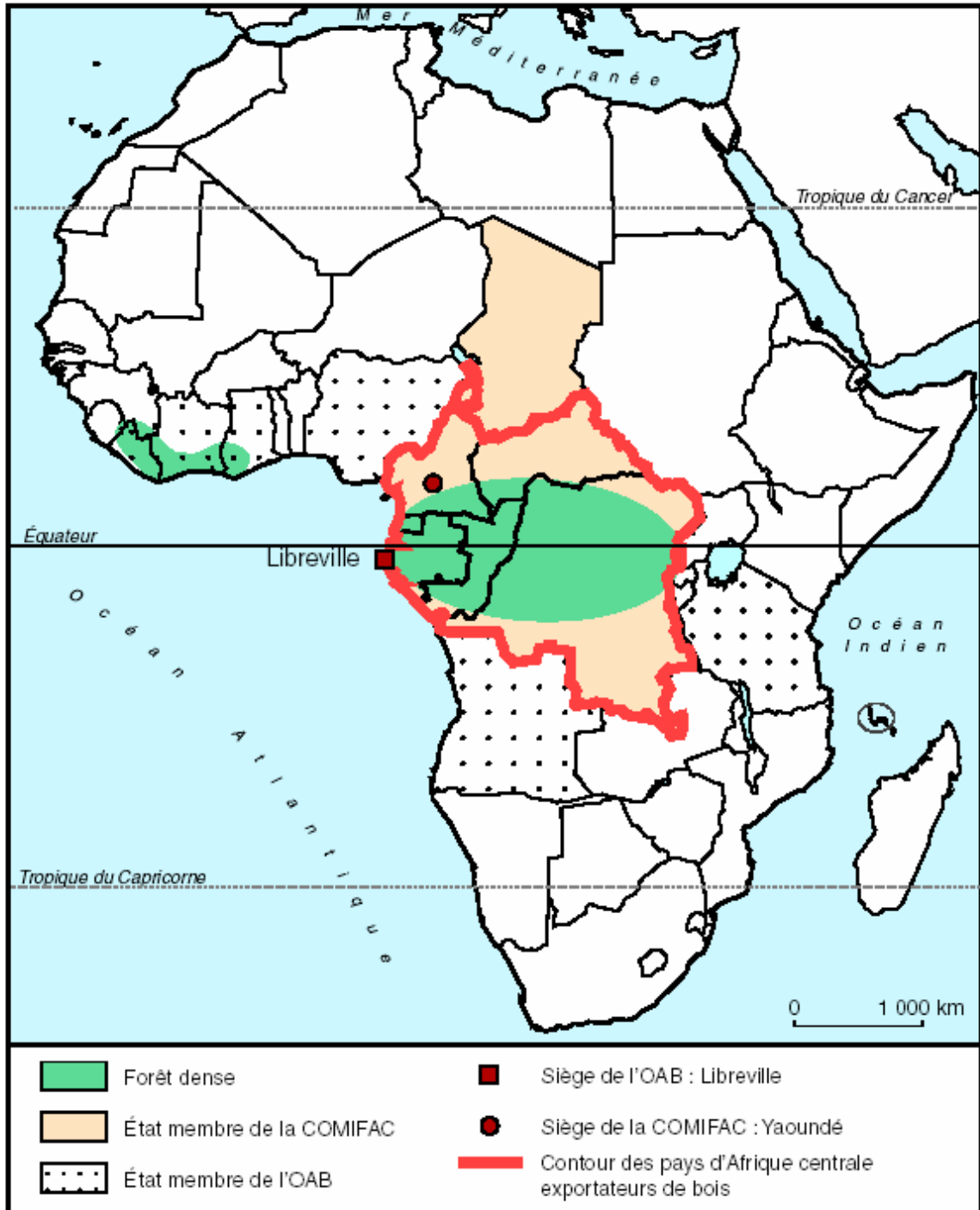


Figure 9. Les routes asphaltées



Figure 10. Voies de liaisons extérieures

